UNION DÉPARTEMENTALE FORCE OUVRIÈRE DE VAUCLUSE
20 AVENUE MONCLAR – BP 80010 – 84000 AVIGNON
WWW.FO84.FR
04.90.14.16.30

Prise de parole Force Ouvrière 84
Manifestation Interprofessionnelles – 5 novembre 2026

Chers camarades,

Je prends aujourd'hui la parole au nom de Force Ouvrière.

Si nous manifestons aujourd'hui, c'est parce qu'une même réalité frappe de plus en plus de travailleurs, de jeunes et de retraités dans ce pays : cette réalité, c'est la précarité et la pauvreté. 18 % des Français déclarent vivre à découvert, près de trois Français sur dix déclarent avoir déjà renoncé à des soins ou avoir sauté un repas par manque de moyens.

On nous a fait croire que le travail protégeait de la pauvreté. Des millions de travailleurs constatent le contraire : on travaille plus, plus longtemps, mais vivre dignement voire survivre devient difficile.

Et face à cela, Macron, son gouvernement et le patronat demandent encore des efforts à celles et ceux qui en font déjà beaucoup trop ! Les 43 milliards de coupes budgétaires prévus dans les budgets 2027, présentés comme inéluctables, sont une véritable négation de la réalité du quotidien !

Les prix explosent : carburant, électricité, gaz, loyers, alimentation… Les salaires, eux, ne suivent pas.

C'est pourquoi Force Ouvrière exige :
- des augmentations de salaires et leur indexation sur l'inflation ;
- un SMIC à 80 % du salaire médian, soit une augmentation d'environ 300 € par mois ;
- une augmentation immédiate de 10 % de la valeur du point d'indice pour les fonctionnaires et l'ouverture de négociations pour rattraper les 35 % de perte de pouvoir d'achat depuis 2000 !

Les retraités, présentés comme des privilégiés pour mieux diviser, sont également frappés par cette précarité.
Le gouvernement voudrait geler les pensions et retraites, alors que beaucoup vivent déjà sous le seuil de pauvreté ! C'est inacceptable ! Force Ouvrière exige l'abandon de ce projet !

Force Ouvrière affirme son soutien aux lycéens et étudiants qui se battent depuis plus d'un mois pour leurs revendications : abandon de Parcoursup, moins d'élèves par classe, remplacement des professeurs, rénovation des établissements scolaires, … La seule réponse est une répression sans précédent, que nous condamnons résolument.

Une réforme de Parcoursup seulement en 2028 n’est pas la réponse attendue par les lycéens de Terminale ! Quant aux groupes de travail annoncés, ils ne sauraient remplacer des réponses concrètes aux revendications. C’est maintenant que le gouvernement doit répondre à leurs revendications !

Et qu'on ne vienne surtout pas nous dire qu'il n'y a pas d'argent ! Des milliards sont distribués aux entreprises, les exonérations de cotisations et les cadeaux fiscaux se poursuivent. Pour l’industrie d’armement, c’est toujours plus ! Pour les actionnaires, ce sont des records de dividendes. Mais pour les salaires, les retraites ou les services publics, il n’y aurait plus rien hormis toujours plus d’austérité ! Nous exigeons plus de justice fiscale, une véritable conditionnalité des aides publiques et une autre répartition des richesses.

Face à nos revendications, l’État s’en prend maintenant à nos libertés. Les interdictions des manifestations des 24 et 31 octobre dans le Vaucluse sont un signal extrêmement inquiétant. Le droit de manifester n’est pas une faveur, c’est une liberté fondamentale, constitutionnelle, conquise par les luttes de celles et ceux qui nous ont précédés. Les interdictions ne font qu’accentuer la colère !

Enfin, mes camarades, si Macron et son gouvernement persistent dans leur politique de casse sociale et refusent de répondre à nos revendications, il nous faut poursuivre la construction du rapport de force, et s’il leur faut une grève générale pour comprendre, ils vont l’avoir. Battons-nous pour les salaires, les retraites, les services publics, l’emploi, l’industrie et la jeunesse !

